

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, comme la Chambre le sait, nous avons envisagé cette possibilité mais j'ai annoncé à la Chambre, et je pense que le ministre du Revenu national l'a fait aussi, que nous estimions souhaitable que la déclaration de politique gouvernementale soit publiée en même temps que la documentation correspondante, ce que nous ferons.

**M. Burton:** Étant donné l'importance de cette question pour nos concitoyens, le premier ministre envisagerait-il de rendre sa position publique avant lundi et de publier ensuite les études correspondantes dans les meilleurs délais compte tenu des difficultés techniques que cela implique?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, nous avons envisagé cette solution. Nous avons adopté une position différente principalement du fait des discussions mal informées que provoque cette question d'appartenance étrangère. C'est ce qui nous a décidés à faire paraître simultanément la déclaration de politique et la documentation correspondante.

\* \* \*

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### LES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON—LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Je voudrais poser une question supplémentaire au chef de mon parti au sujet de la rencontre du premier ministre et de M. Nixon.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne sais pas si la question est recevable. Peut-être suis-je intervenu un peu trop vite. J'avais l'impression que le député posait une question à son chef.

**M. Paproski:** Ma question complète celle posée par mon chef. Le premier ministre a-t-il l'intention de discuter de la nomination d'un Secrétaire Général des Nations Unies, et est-ce vrai que le premier ministre favorise la nomination de M. Issofu S. Djirmahoye du Niger comme successeur de U Thant?

**M. l'Orateur:** Je ne sais pas si la question est recevable. Je dois avouer que le but de la question m'échappe et qu'il me sera par conséquent difficile de la juger.

##### LES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON—L'ORDRE DU JOUR

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Une question complémentaire. Puisque plusieurs députés, en commençant par le chef de l'opposition, ont posé des questions au premier ministre sur les sujets probables de discussions qu'il aura avec le président des États-Unis, le premier ministre peut-il nous dire maintenant, c'est le moment ou jamais de le lui demander, s'il a un programme des sujets qu'il abordera avec le président, et lesquels s'inscrivent en priorité?

• (11.50 a.m.)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je crains de ne pouvoir donner ces détails maintenant, surtout parce que je ne les ai pas.

[M. Burton.]

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, le premier ministre envisagerait-il de discuter à priorité le sujet de l'énergie, puisque l'Office national de l'énergie a admis ce matin devant un comité permanent qu'en opposant son veto aux quatre demandes de permis d'exportation du gaz naturel aux États-Unis, il n'avait pas tenu compte des réserves de l'Arctique?

**Le très hon. M. Trudeau:** Oui, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

#### AFFAIRES PROVINCIALES

##### TERRE-NEUVE—LES ENTRETIENS AVEC LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR AU SUJET DE LA SITUATION À LA SUITE DES ÉLECTIONS

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Y a-t-il eu des communications entre le gouvernement du Canada et le lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve au sujet de la situation qui résulte du fait que le premier ministre de la province s'accroche à sa fonction après sa défaite électorale?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Que je sache, monsieur l'Orateur, aucune communication n'aurait eu lieu avec un autre ministre. Quant à moi, je sais que je n'ai pas communiqué avec lui et je dois donc supposer que le gouverneur général n'a pas communiqué avec le lieutenant-gouverneur. Je me renseignerai auprès des autres ministres.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, le gouverneur général n'aura rien à voir à l'affaire, on peut donc l'exclure. J'aimerais demander au premier ministre, à l'égard du pied de nez que fait M. Smallwood à l'usage constitutionnel, si lui-même, ou le gouvernement, seraient prêts à indiquer au lieutenant-gouverneur de la province de Terre-Neuve sa responsabilité en matière constitutionnelle, puisqu'après tout, c'est au gouvernement du Canada qu'il doit sa nomination.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, il me semble que c'est là une doctrine constitutionnelle un peu douteuse, mais je vais examiner la question, et si vraiment j'ai pouvoir de donner des directives au lieutenant-gouverneur d'une province, je ne manquerai pas de le faire.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais parlé de donner des directives au lieutenant-gouverneur, mais simplement de lui signaler ce qu'exige l'usage constitutionnel.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Comme les lieutenants-gouverneurs sont nommés par le gouverneur général et demeurent en fonction selon son bon plaisir, et comme le gouverneur général agit sur l'avis de ses ministres, j'aimerais que le premier ministre nous dise s'il entend avoir avec le gouverneur général un échange de vues quant à la nature de l'avis qu'il pourrait lui donner.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, cette question est-elle en rapport avec la précédente, laquelle avait trait à l'avis que le gouverneur général était susceptible de donner au lieutenant-gouverneur?